

Motion d'actualité du congrès départemental de Sud-Solidaires 54

Si le gouvernement français n'est pas responsable du virus, il est bel et bien responsable, au même titre que les gouvernements précédents, de la destruction du service public de santé, de sa privatisation progressive, de la fermeture de lits et du manque de personnel. Ajoutons que l'ensemble des gouvernements au pouvoir ces dernières années, par le démantèlement et la privatisation, les suppressions de postes de chercheurs et la soumission de la recherche au seul marché sont responsables de l'absence de vaccin public.



Face à la pandémie, le gouvernement a fait le choix délibéré de faire vivre, en toute irresponsabilité, la population avec l'épidémie. Loin d'avoir mis toutes les mesures de protection à sa disposition (manque de masques, de lits de réanimation, de matériel, de personnel), il a en outre développé des outils de contrôle tels que le « dépister tracer isoler » ainsi qu'un calendrier de vaccination lent parce que adapté aux profits des actionnaires des grands groupes pharmaceutiques qui s'arrogent l'exclusivité de la fabrication pour garantir leurs profits, en faisant jouer les prix par l'offre et la demande alors que des vies sont en jeu, et alors que la recherche a bénéficié de milliards de fonds publics.

**L'URGENCE C'EST
LA SÉCURITÉ SOCIALE !
PAS LA SURVEILLANCE
GLOBALE**



Le gouvernement a aussi fait le choix de se servir de l'épidémie pour accentuer la répression des mouvements sociaux et des contestations, et pour renforcer le contrôle de la population. Le traçage, la surveillance, l'isolement, mais aussi les modifications du code du travail,

la loi de sécurité globale, les restrictions multiples de nos libertés cristallisées notamment dans le passeport vaccinal... tous ces éléments risquent en grande partie de perdurer bien au-delà de l'épidémie.

Les droits fondamentaux des populations, les biens communs de l'Humanité ne peuvent être pris en charge par une poignée d'individus qui ne soucient que de dividendes et de profits à générer.

Le congrès départemental de SUD-Solidaires 54 invite à continuer à faire pression sur le gouvernement :

- pour un service public de santé de qualité et de proximité
- pour la défense et le renforcement d'une recherche médicale publique,
- pour la levée des brevets pour les vaccins et les médicaments,
- pour la réquisition des entreprises pharmaceutiques qui produisent ces vaccins et traitements médicaux,



Plus généralement, chacune et chacun d'entre nous doit avoir accès à une vie décente, à un toit, à l'énergie, aux moyens de se nourrir, de se vêtir. L'éducation, la culture sont des droits imprescriptibles.



Il y a urgence à renforcer la solidarité, à se mobiliser et à enfin décider de nos vies : réduire le temps de travail, redonner du sens au travail hors du profit pour les actionnaires, se battre pour la détention du contrôle et

de la gestion, par les travailleur·euses et la population, des infrastructures, des outils de production et des services nécessaires au fonctionnement de la collectivité, tels sont, dès maintenant, les combats essentiels.